

Communiqué

« Après avoir gavé les riches, Macron s'attaque aux aides sociales »

« Après avoir gavé les riches, Macron s'attaque aux aides sociales »

Nous le dénonçons régulièrement, le démantèlement de la protection sociale conduira fatalement à une réduction des « aides sociales », quand certaines d'entre elles ne seront pas, à terme, purement et simplement supprimées.

Un président au service exclusif de la finance et de ses amis riches, à des années-lumière de l'écrasante majorité des salariés, retraités, étudiants, et privés d'emplois. Un président qui a fait son choix, celui clairement de la suppression de l'impôt sur la fortune à celle de l'"exit tax" visant à dissuader l'exil fiscal, en passant par l'instauration de la "flat tax" à 30% sur les revenus du capital et la suppression de la taxe sur les plus hauts salaires dans le domaine de la banque et de l'assurance. Il s'agit bien d'une politique en faveur des grandes fortunes qui fait fi de l'objectif de redistribution.

Toutes ces mesures en faveur des riches diminuent d'autant les recettes des finances publiques, manque de recettes qui vont donc être compensées par une réduction des budgets alloués à l'aide sociale.

Le gouvernement Macron décide de s'attaquer aux aides qu'il distribue afin de compenser les cadeaux fiscaux qu'il fait «aux plus aisés», aux plus riches.

Parmi les coupes économiques dans les aides sociales, l'Aide personnalisée au logement (APL) est, une fois encore visée. Les bourses sur critères sociaux, accordées aux étudiants «issus de foyers modestes» seraient revues, voir même gelées dans certains cas. L'allocation personnalisée pour l'autonomie (APA), pour les personnes âgées en difficulté physique serait elle aussi touchée. Enfin, pour l'allocation adulte handicapée (AAH), il est proposé de «maîtriser les flux d'entrée en révisant les critères d'attribution». Ce qui revient à durcir les conditions d'éligibilité.

Après la hausse de la CSG pour les retraités et les fonctionnaires, la hausse des tarifs sur l'énergie (gaz et électricité) et l'essence, la baisse des APL, la promesse de durcir les sanctions à Pôle emploi et le renforcement des contrôles sur les chômeurs, le gouvernement Macron s'attaque frontalement aux aides versées aux plus fragiles.

Baisser, d'une manière ou d'une autre, les aides sociales après avoir quasiment supprimé l'impôt sur la fortune, et alors que des millions de personnes cherchent un travail, que les inégalités continuent de se creuser, que les salaires stagnent ou diminuent, que les retraites sont

amputées, **confine à de la provocation**. De plus, on se demande bien ce qui peut justifier la baisse du budget des allocations destinées aux personnes âgées ou de l'aide au logement des étudiants.

Cette politique voulue conduite et faite pour les riches ne condamnera pas les salariés, les retraités, les étudiants et les privés d'emplois à en subir les conséquences.

Plus que jamais nous la refusons et nous la combattons, sur la base de nos propositions : Le 100 % Sécu, le salaire socialisé, l'emploi de qualité, pour une Protection Sociale du XXIe siècle.

Pour cela soyons toutes et tous mobilisés, **à commencer par le 26 mai**, et chaque jour contrer un gouvernement qui a délibérément fait le choix de s'en prendre à notre modèle social.

Fait à Montreuil, le 25 mai 2018